

**ARRETE DE CIRCULATION ET DE STATIONNEMENT  
CREATION D'UN BRANCHEMENT D'EAUX USEES  
14 RUE DES CAMPANULES  
LUNDI 25 SEPTEMBRE 2023 AU VENDREDI 13 OCTOBRE 2023**

Le Maire de la Commune de Vauréal,

VU l'article L.2212-1 du code général des collectivités territoriales relatif aux pouvoirs de police du Maire,

VU l'article L.2212-2 du code général des collectivités territoriales relatif aux pouvoirs du Maire concernant la police de la circulation et du stationnement,

VU l'article R.417-10 du code de la route relatif aux sanctions applicables aux véhicules gênant la circulation,

VU l'article L.2122-18 du code général des collectivités territoriales permettant au Maire de déléguer une partie de ses fonctions à un de ses adjoints, dans un souci de bonne administration,

VU l'arrêté de délégation de signature n° 109/2020/AG par lequel Madame le Maire autorise Monsieur Daniel VIZIERES, adjoint en charge des secteurs relatifs aux commerces et aux espaces publics, à signer les arrêtés relatifs aux travaux, à la circulation ainsi qu'à l'occupation du domaine public,

**CONSIDERANT** la nécessité de réaliser un branchement d'eaux usées, pour le compte du SIARP, 14, rue des Campanules,

**CONSIDERANT** la demande en date du 1<sup>er</sup> septembre 2023 de la société « ATC.TP »,

**CONSIDERANT** que l'exécution de ces travaux entraînera une restriction de circulation et de stationnement,

**A R R E T E**

**ARTICLE 1 :** Des travaux de branchement d'eaux usées, pour le compte du SIARP, seront réalisés **du lundi 25 septembre 2023 au vendredi 13 octobre 2023**, 14, rue des Campanules.

**ARTICLE 2 :** Pendant toute la durée des travaux, **le stationnement sera interdit** à tout véhicule à l'emplacement des travaux **et sur 20 mètres de part et d'autre du 14 rue des Campanules.**

**La circulation des piétons sera conservée. La circulation automobile sera alternée manuellement et la vitesse sera limitée à 30 km/h.**

**Tout stationnement à l'emplacement des travaux sera considéré comme gênant et pourra faire l'objet d'une mise en fourrière.**

**ARTICLE 3 :** Les travaux seront réalisés par l'entreprise « **ATC.TP** » - TSA 70011 69 134 DARDILLY CEDEX- Tél : 01.34.43.04.40 - Responsable des Travaux : M. Corolian BRUNETEAU.

**ARTICLE 4 :** La signalisation du chantier sera conforme à l'arrêté interministériel du 15 juillet 1974, relatif à la signalisation temporaire. La fourniture, la mise en place et l'entretien des panneaux et feux tricolores sont à la charge de l'entreprise.

**ARTICLE 5 :** L'entreprise est soumise à une obligation de résultat. Pour ce faire, elle devra effectuer le remblaiement de la fouille avec une grave propre, exempte de terre végétale, d'argile, de tout produit non conforme aux règles de l'art.

**ARTICLE 6 :** Tout affaissement aussi minime soit-il, sera repris par l'entreprise à la première demande et à ses frais. Toute fissure en limite sera convenablement pontée. Cette garantie devra courir pendant un délai de deux ans à l'issue des derniers travaux, (travaux initiaux ou travaux de reprise).

**ARTICLE 7 :** Les autorités de police Municipale et Nationale sont habilitées à prendre toutes les dispositions nécessaires, complémentaires ou modificatives du présent arrêté municipal, pour garantir la sécurité du public.

**ARTICLE 8 :** Le présent arrêté sera affiché à chaque extrémité du chantier par l'entreprise.

**ARTICLE 9 :** Le non-respect de l'une des clauses du présent arrêté entraîne la suspension des travaux et la remise immédiate de la chaussée en son état initial.

**ARTICLE 10 :** Madame le Maire est chargée de l'exécution du présent arrêté.

**Fait à Vauréal, le 05 septembre 2023**

**Pour le Maire de Vauréal,  
Par délégation,**

**L'Adjoint en charge des secteurs relatifs  
aux commerces et aux espaces publics**

**Daniel VIZIERES**



**Date exécutoire :**

.....06 SEP. 2023..

**Date de notification :**

.....06 SEP. 2023..

**Date de mise en ligne :**

.....06 SEP. 2023

*Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux dans un délai de deux mois, devant le tribunal administratif de Cergy-Pontoise, à compter de sa réception par le représentant de l'Etat ainsi que de sa notification à la personne intéressée ou de sa mise en ligne pour tout tiers ayant un intérêt à agir.*